

Les bourdes diplomatiques du ministre Augustin Nsanze

Par David Nikobamye

M. Augustin Nsanze est ministre des relations extérieures et de la coopération internationale depuis la fin du mois de janvier 2009. Docteur en histoire, il a été nommé à cette fonction après avoir passé quatre ans comme représentant du Burundi auprès des Nations Unies, à New York. En principe, cette immersion dans les milieux diplomatiques onusiens, combinée à une qualification de très haut niveau, étaient censés lui assurer des prestations de qualité.

Alors qu'on attendait qu'il brille dans cette fonction à laquelle il semblait être bien préparé, ses prestations au quotidien ont fini par introduire une série de questionnements sur l'expérience, voire le niveau de qualification du personnage. Ainsi, on a entendu certains diplomates se demander si le ministre avait pu obtenir effectivement un doctorat. La rencontre, après le massacre de Gatumba, avec les représentants des missions diplomatiques au Burundi, n'est pas venue arranger les choses. Car, les propos et les manières qui ont caractérisées cette rencontre n'ont rien de diplomatique.

C'était le mardi 20 septembre 2011, à 10h00 quand le ministre en question a rencontré le corps diplomatique accrédité au Burundi. Il a quand même commencé par remercier les présents d'avoir accepté d'accompagner le Président de la République, à Gatumba, sur les lieux du massacre. Très vite après cette courtoise entrée en la matière, le ministre a vite changé de registre, en lançant une mise en garde aux diplomates de ne s'en tenir qu'à la version du Président de la République au lieu de colporter des versions de leurs « grooms » (c'est-à-dire les cuisiniers), et de leurs petites copines. Sur ces paroles, le Nonce Apostolique, scandalisé, a esquissé un signe de croix.

Ecarts, menaces et tentations martiales

Poursuivant sur sa lancée, le ministre a averti qu'il n'hésitera pas à frapper quiconque donnera une version différente de celle du Président. Dans ce cas, il fera recours à la convention de Vienne pour le mettre hors d'état de nuire. Le ministre a prévenu que son gouvernement n'a pas peur des conditionnalités à l'aide qui sont souvent brandies : « *Vous pourrez donner cette aide aux pauvres de chez vous qui en ont aussi besoin, au même titre que ceux du Burundi* ». Paradoxalement, il a tenté de banaliser l'émotion suscitée par le massacre de Gatumba. Selon lui, ce type de tueries rentre dans la série des crimes qui n'épargne aucun pays, y compris, chez ceux qui selon lui se font paternalistes et des donneurs de leçons : « *Nul besoin de vous émouvoir car des cas pareils sont légion dans le monde entier surtout aux Etats-Unis d'Amérique, en France et en Belgique.* »

Une requête spéciale a été adressée à l'Ambassadeur de la République Démocratique du Congo : « *Nous demandons votre collaboration quand le Burundi se rendra à l'Est de la RDC pour chasser ces criminels de tout acabit qui viennent de perpétrer les massacres de Gatumba* ». Une nouvelle aventure en RD Congo est-

elle déjà annoncée, par ceux qu'il n'y a pas longtemps avaient décrié l'engagement militaire du Burundi dans ce pays ? Mais par cette déclaration, on sait aussi qu'avant toute enquête, dont les résultats devaient être publiés au plus tard dans un mois, le Gouvernement sait déjà qui sont ces criminels, et où les trouver. Pourquoi donc une commission d'enquête, alors que tout est connu d'avance ?

Réparer les pots cassés

L'onde de choc de l'émoi provoqué par cette rencontre ayant parvenu à la présidence de la République, la résolution a été rapidement prise d'essayer de réparer les pots cassés. Enfin, ceux dont la casse n'entraîne pas des dégâts irréversibles. C'est ainsi qu'au lendemain de cette rencontre, le premier Vice-président, vraisemblablement, mandaté par son supérieur, a convoqué le même corps diplomatique. Les termes de la rencontre ont été fort différents de la précédente. Dans son mot liminaire, le premier Vice-président a tenu à présenter les excuses pour des écarts dont le responsable est resté anonyme. Secret de Polichinelle !

« Si moi-même ou un des collègues a pu utiliser un mot mal placé, sachez que nous sommes toujours animés d'un esprit et d'une attitude de courtoisie envers nos partenaires bilatéraux et multilatéraux. Gatumba est un choc pour tous les Burundais, continuez à nous prêter main forte ».

Sur ces entrefaites, et cette fois-ci, les diplomates ont eu la possibilité de s'exprimer, le Doyen du corps diplomatique, a remercié le premier Vice-président pour son initiative et la courtoisie qui avait marquée cette rencontre.

Un massacre inacceptable mais des questions lancinantes

En dépit de l'énormité de cette horreur, l'opinion a été frappée par l'intensité de l'émotion sélective suscitée dans le chef des hauts responsables par cet événement. Car les radios, ne cessaient de faire quotidiennement des bilans macabres de personnes tuées souvent de façon délibérée et préméditée, alors que certains d'entre eux étaient déjà entre les mains de responsables de sécurité. Parfois, le discours était de justifier que les victimes, vu leur nocivité pour la société ne méritait rien d'autre que la mort. Comment comprendre donc que ce cynisme soit remplacé par une aussi vive émotion à l'égard d'autres victimes. Les questions devenaient inévitables sur l'identité des victimes et leur proximité avec le pouvoir, ou alors sur les visées et les enjeux autour de ce massacre.

De plus, au lendemain de ce carnage, comme si celui-ci était le signal attendu, les président du Frodebu et de l'APRODH, ont été convoqués chez le juge, avec ordre de perquisitionner pour voir s'ils ne seraient pas de mèche avec les tueurs. Pour le premier la résidence a été encerclée par des policiers dès l'aube. Toute une journée de tracasseries conclue de façon inattendue par le maintien en liberté des concernés. En outre, contrairement à l'indolence habituelle, le Gouvernement et le Conseil National de Sécurité se sont réunis, débouchant sur des mesures identiques qui imposent un black out total sur toute information concernant les massacres de Gatumba. D'ailleurs sur tout événement faisant l'objet en cours

d'instruction. Les mises en garde sont surtout adressées aux partis politiques, aux médias, à la société civile. Pour corser le tout, le Procureur Général de la République entre dans la danse avec les mêmes sévères mises en garde. Le Conseil National de la Communication également.

Comme la qualification de dossier sous instruction peut recouvrir n'importe quoi, le black out imposé n'est rien d'autre qu'une mesure d'exception que le pouvoir a été toujours tenté d'imposer. A qui profite ce silence ? Certainement pas au triomphe de la vérité, qui avant qu'elle passe par le feu sans brûler¹, est devenue indésirable au Burundi.

En attendant, le ministre des relations extérieures et de la coopération continuera à faire mieux que quiconque ce que le pouvoir reproche aux opposants de ternir l'image du pays. Ainsi, cela confirme ce que dit un clandestin de Ruyigi, pourchassé par les Imbonerakure, c'est le pouvoir lui-même qui est en train de s'autodétruire. Ce faisant, il détruit malheureusement le Burundi qui ne cesse de s'enfoncer dans la médiocrité, la violence et le chaos.

¹ Selon le proverbe kirundi qui dit que « la vérité passe par le feu et ne brûle pas ».